

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 8 décembre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0268

Relative à l'attribution d'une subvention à Mayotte REPRO

L'an deux mille vingt-trois, le dix huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue au Conseil départemental - Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI donne pouvoir à Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseiller départemental absent :

Monsieur Salime MDERE,

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° DL_2021_00197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL-AP2023_0040 du 13 avril 2023 relative au budget primitif 2023 ;
- Vu** le rapport n°2023-001934 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission Développement économique et Coopération décentralisée du 14 décembre 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** d'octroyer une subvention d'un montant de **41 000 euros** à la société MAYOTTE REPRO pour l'acquisition d'un générateur d'azote liquide et de valider l'attribution de cette aide sur le régime cadre exempté de notification n° SA.61995 relatif aux aides au secteur de l'élevage pour la période 2015-2022.
- Article 2 :** d'imputer cette dépense sur le chapitre 20421 du budget 2023 du Département de Mayotte.
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tout acte nécessaire à la réalisation de la présente délibération et déterminant les modalités d'attribution de cette subvention et tout avenant dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause l'objet et le montant globale de la subvention.
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental


Ben Issa OUSSENI

Département de Mayotte
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Direction Générale Adjointe Développement Economie et Innovation

Direction de l'Agriculture Pêche et Forêts

Service Agriculture Pêche et Programmation

CONVENTION N° -----/DAPF/SAPP/CDM/2023 relative à l'attribution d'une subvention du Conseil départemental de Mayotte à MAYOTTE REPRO correspondant à la demande en ligne N° 00010414

Entre :

Le Département de Mayotte, 8 Bd Halidi Sélémani-BP 101, 97600 Mamoudzou représenté par son président, Monsieur Ben Issa OUSSANI

D'une part,

Et

MAYOTTE REPRO, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 30 rue Foundi Adinani Mela - 97680 Tsingoni, et désigné sous le terme « l'association » ou « structure », représentée par son gérant Monsieur SIAKA DJOUMOI.

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique (sociale, éducative, culturelle, d'aide au développement économique, de protection de l'environnement, de développement agricole, de promotion du tourisme, sportive, en faveur de la jeunesse), etc. et conformément à la délibération N°2019.00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a convenu de soutenir le programme d'actions mentionné dans la présente convention d'objectifs et dans les conditions énumérées ci-dessous.

Aussi, par délibération N°DL_CP2023_----- en date du -----, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une subvention **de 41 000 euros** à la structure MAYOTTE REPRO

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir la modalité d'attribution d'une subvention d'un montant de 41 000 euros à MAYOTTE REPRO pour l'achat d'un générateur d'azote liquide.

Article 2 : l'engagement

MAYOTTE REPRO s'engage, avec la participation financière du Conseil départemental de Mayotte, à réaliser les actions suivantes conformément à son objet social et aux objectifs convenus d'un commun accord et énumérés ci-dessous :

- Acquisition d'un générateur d'azote liquide pour stocker les semences afin de soutenir l'élevage de ruminants à Mayotte pour développer la reproduction animale.

- Il va faire un suivi individuel des vaches, suivi des troupeaux au-delà de 5 ans
carte soit insémination artificielle, échographie...

Article 3 : Financement de l'action

Le coût total de l'opération est estimé à 59 177,21 euros financé comme suit

- Participation du Conseil Départemental est de 41 000 euros
- Autre fond est de 18 177.21 euros

Article 4 : Règles et modalités de versement

L'imputation de la subvention sera effectuée sur le chapitre 20, compte 20421 du budget du Conseil départemental de Mayotte.

La subvention, d'un montant total de 41 000 euros sera versée sur le compte de l'association ouvert à la banque BRED BANQUE POPULAIRE

IBAN : FR76 1010 7006 8800 4310 6847 450 ;

BIC : BREDFRPPXXX;

La subvention fera l'objet de deux versements selon les modalités suivantes et sur production d'un courrier de sollicitation de paiement par la structure.

- un premier versement représentant 70% du montant de la subvention, soit **28 700 euros**, sera effectué après signature de la présente convention.

Le solde, d'un montant maximum de **12 300 euros** sera modulé en fonction de la conformité des pièces justificatives, listées à l'article 7 de la présente convention, transmises au Conseil départemental. Le montant final du reliquat de la subvention à verser par le Département au cocontractant sera établi au prorata des dépenses justifiées.

Article 5 : Communication

MAYOTTE REPRO s'engage à mentionner sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Conseil départemental de Mayotte, et en particulier y faire clairement figurer la signalétique du Conseil départemental, en respectant la charte graphique du logotype. Pour ce faire, elle devra s'adresser à la direction de la communication.

MAYOTTE REPRO s'engage à fournir, au format numérique, au Conseil départemental les supports de communication utilisés durant cette action.

MAYOTTE REPRO s'engage à associer le Conseil départemental aux éventuelles conférences de presse ou réceptions ; celles-ci pouvant être organisées en relation avec le Conseil départemental.

Article 6 : Modification du programme

Toutes les modifications financières ou matérielles du programme doivent être notifiées par écrit au Conseil départemental de Mayotte qui précisera sa position le cas échéant. Elles ne peuvent en aucun cas se traduire par une révision à la hausse du montant de la subvention accordée et la nature de l'action subventionnée.

Article 7 : Modification du statut juridique

Toute modification du statut juridique de la structure doit être notifiée au Conseil départemental à travers le portail internet dédié www.cd976.fr. Ces modifications ne doivent pas compromettre la réalisation de l'action programmée.

Article 8 : Comptes rendus- Evaluation

Jusqu'au règlement final de la convention, MAYOTTE REPRO s'engage à adresser au Conseil départemental via le portail internet dédié www.cd976.fr les comptes rendus que celui-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

MAYOTTE REPRO s'engage à fournir, au plus tard trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre de l'action dans les conditions précisées dans le projet initial. Elle transmettra notamment :

1. un bilan d'activité
2. un compte rendu financier, accompagné des justificatifs de réalisation, de toutes les factures acquittées.
3. tout autre document (photo, vidéo, coupure de presse, etc.) attestant de la réalisation de l'action.
4. tableau récapitulatif de dépenses
5. la liste de troupeaux accompagnés
6. nombre d'insémination effectué

Le Conseil départemental procèdera, conjointement avec MAYOTTE REPRO, de réalisation de l'action à laquelle il a apporté son concours sur un plan quantitatif et qualitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Article 9 : Obligations comptables

MAYOTTE REPRO s'engage à :

adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général, (ou au plan comptable défini pour les associations) ;

- recourir à un expert-comptable pour l'attestation des comptes annuels, et le cas échéant à un commissaire aux comptes à partir de 153 000 euros de subventions publiques annuelles cumulées.

Article 10 : Contrôle

Le Département se réserve le droit de procéder à ses propres contrôles pour suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre de l'action financée. Le cocontractant s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par toute autorité mandatée par le Conseil départemental de Mayotte ou par ses propres agents.

MAYOTTE REPRO s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le Conseil départemental se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de clôture de la convention, de suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre du programme aidé.

Article 11 : Modalités de restitution

Le Conseil départemental pourra exiger la restitution totale ou partielle des sommes perçues en établissant un titre de recette à l'encontre du cocontractant si :

- MAYOTTE REPRO n'a pas transmis les documents indiqués à l'article 7 de la présente convention dans les six mois suivants la fin de l'action ;
- MAYOTTE REPRO empêche l'administration de procéder aux contrôles prévus ;
- l'opération n'est pas exécutée totalement ;
- l'action réalisée n'est pas conforme à l'objet de la présente convention et représente un détournement des fonds.

La non-exécution de l'opération dans les délais prévus entraîne l'annulation ou la réduction de l'aide au prorata des sommes engagées.

Article 12 : Durée de la convention

Conformément au cadre juridique établi, la durée de la convention ne pourra excéder 2 ans à la date de la signature de la convention.

Article 13 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant après validation de l'Assemblée départementale. La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie doit donner suite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 14 : Résiliation de la convention

Cette convention sera clôturée obligatoirement quatre mois après la date de fin de l'événement citée à l'article 1.

En cas de non présentation du bilan d'activité et financier et des factures acquittées certifiées pendant cette période, le Conseil départemental clôturera de facto la convention et se réserve le droit de réclamer tout ou partie de la subvention en établissant un titre de recette à l'encontre du bénéficiaire.

Article 15 : Recours

En cas de désaccords persistants, le tribunal administratif de Mamoudzou sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et l'exécution de la présente convention.

Article 16 : Attestation

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel la demande est déposée.

Le représentant(e) légal(e) (*) de MAYOTTE REPRO E atteste :

-que MAYOTTE REPRO est à jour de ses obligations administratives, comptables, sociales et fiscales .

(déclarations et paiements correspondants)

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le



-que MAYOTTE REPRO souscrit au contrat d'engagement républicain annexé à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Fait, en deux exemplaires, à Mamoudzou le

Siaka DJOUMOI

Ben Issa OUSSENI

Responsable de la structure
départemental

MAYOTTE REPRO

Président du Conseil

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le



(*) Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joignez le pouvoir ou le mandat portant les deux signatures (celle du représentant légal et celle du mandataire) lui permettant d'engager

ID : 976-229850003-20231218-DL1812230268-DE